

L'offensive de Lorraine n'aura pas lieu

Michel Levine

Plus d'articles disponibles sur notre site : <https://les-yeux-du-monde.fr/>



LES YEUX DU MONDE

L'OFFENSIVE DE LORRAINE N'AURA PAS LIEU

Septembre 1918. La Grande guerre touche à sa fin. Après une série de percées victorieuses menées au printemps qui sont parvenues jusqu'à soumettre Paris aux tirs de la « grosse Bertha », les troupes impériales allemandes subissent les contre-offensives des Alliés conduites sur l'ensemble du front par le maréchal Foch, puis se replient sur la ligne Hindenburg - une suite d'ouvrages fortifiés sur une longueur de 160 kms de Lens à Soissons d'où elles s'étaient élancées lors de leurs attaques.

Ces forces impériales sont dirigées par deux chefs que leurs pairs surnomment avec admiration les Dioscures, en référence aux deux héros de la mythologie Castor et Pollux. Le premier en titre, le vieux *Generalfeldmarschall* Paul von Hindenburg, chef du commandement suprême de l'armée, l'O. H. L. (*Oberste Heeresleitung*) a remporté au début des hostilités la victoire de Tannenberg sur la Russie, revanche symbolique de la défaite subie par des chevaliers teutoniques en 1410. Cet exploit a fait de lui l'idole de la nation en guerre, au point que des statues à son effigie trônent sur nombre de places publiques. Son adjoint mais en réalité tête pensante, le *Generalquartiermeister* Erich Ludendorff, de près de vingt ans son cadet, exerce des pouvoirs qui dépassent largement le domaine militaire. Pratiquement autonome vis-à-vis du ministère de la guerre, soutenu par un puissant lobby industriel mené par le groupe Krupp, il a obtenu en 1917 la tête du chancelier Bethmann-Hollweg suspect de tiédeur, surnommé par la droite nationaliste « la marionnette des juifs et des soviets ». Par l'entremise de son chef, il exerce son influence sur Guillaume II, un empereur au caractère faible qui le hait et le craint.¹

Pour l'heure, les deux généraux constatent que la défaite paraît inévitable. La ligne Hindenburg commence à céder, les troupes ont subi des pertes importantes, la grippe espagnole a décimé nombre de régiments et on assiste même à des désertions et des refus de monter au front. Les nouvelles provenant de la mère patrie ne sont guère plus réjouissantes. Soumise aux bombardements continus de l'aviation ennemie, la population subit le terrible "blocus de la faim" (*Hungerblockade*) instauré par les Alliés

¹ Sur les personnalités des Dioscures et leur rapport au Kaiser : Buat (général) *Hindenburg*, Paris librairie Chapelot 1921, *Ludendorff*. Paris, Payot 1921, *Hindenburg et Ludendorff stratèges*. Paris, Berger-Levrault 1923, *Un homme de guerre allemand* in *Revue des deux mondes* décembre 1919 Plièver (Theodor) *L'empereur partit, les généraux restèrent*. Berlin Ed. Malik 1932. Paris Plein chant 2021. Chassé (Noël) *Avant la poussée finale*, Québec Imp. « L'Évènement » 1918, FB et Ltd, 2018.

dès le début des hostilités, qui entraîne des famines et des épidémies tandis que les insurrections menées par les mouvements révolutionnaires menacent le régime impérial. Et l'Allemagne est désormais seule : les alliés austro-hongrois, bulgares et ottomans vaincus ont entamé des pourparlers de paix.

Face à cette situation, Ludendorff, que le député du parti catholique *Zentrum* Mathias Erzberger surnomme avec admiration et méfiance mêlées « le génial hasardeur » (*brillanter Kanzler*) décide d'une manœuvre politique ambitieuse, qu'il modifiera et affinera au fur et à mesure de sa mise en place.

La guerre étant désormais perdue, l'empire allemand doit rapidement déclarer sa défaite pour sauvegarder ce qui doit l'être – son armée et son territoire, le sort de la population étant indifférent. L'idéal serait d'obtenir non pas une capitulation, qui signifierait une honteuse défaite militaire, mais un armistice, c'est-à-dire une suspension des hostilités en attendant que s'entament des discussions de paix. Outre cette manœuvre risquée, le « génial hasardeur » se propose de dicter une conduite très stricte aux membres de l'O.H. L. : se tenir soigneusement à l'écart des discussions établissant cet armistice et, dès sa signature, faire porter aux autorités politiques la responsabilité de l'accord passé. « *Je devais prendre la lourde responsabilité de hâter la fin de la guerre et de pousser le gouvernement à agir avec décision* », écrit Ludendorff dans ses souvenirs.² Les civils ayant tiré les marrons du feu, la caste militaire pourra dès lors affirmer hautement qu'elle ne porte aucune responsabilité dans cette soumission, conservant ainsi sa puissance et sa gloire.

Tandis qu'il entreprend de mettre en œuvre sa stratégie, Ludendorff ignore que chez l'ennemi est conçue une opération militaire qui risque fort de la compromettre.

Le 7 septembre, le major général Edmond Buat (futur auteur d'ouvrages sur les Dioscures) soumet au général Philippe Pétain, chef des armées françaises, le projet d'une offensive conçue par le III^{ème} Bureau de l'État-Major. Celui-ci a remarqué qu'entre le Nord de la France et la Meuse, l'armée allemande a réparti 150 divisions destinées à contrecarrer l'offensive des Alliés, tandis qu'elle n'en aligne qu'une trentaine de Montmédy à la frontière suisse, de valeurs inégales, composées en partie de réservistes. Des forces alliées pourraient traverser la Lorraine annexée, pénétrer en Sarre puis en Rhénanie pour y planter le drapeau français. Un rapport du 2^{ème} Bureau insiste sur la portée de l'opération : « *Une concentration de forces franco-américaines, rapidement menée, dès que possible, sur le front Nancy-Avicourt, permettrait d'envisager avec les plus grandes chances de succès une irruption dans la Lorraine annexée, dont la portée militaire (débordement de la région Metz-Thionville) et politique (invasion d'un territoire allemand au-delà de la Sarre) aurait les plus grandes conséquences* » Pétain mesure la portée politique d'une offensive qui, auréolant la France de la gloire du vainqueur, lui offrira un atout politique considérable lors des négociations de paix à venir face à des États-Unis en train de se

² Ludendorff (*général*) *Souvenirs de guerre, Préface du général Buat*. Paris, Payot 1920.

poser en maîtres de la guerre. Convaincu qu'une telle opération mérite d'être tentée, Pétain soumet ce projet à Foch, nommé maréchal depuis août et généralissime des forces alliées en France, persuadé que celui-ci lui donnera accord sans hésiter.

A sa grande surprise, Foch ne partage pas son enthousiasme. À ses yeux, cette « manœuvre d'aile » ne fera au mieux qu'élargir de 30 km un front déjà victorieux sur 35km et l'intrusion sur le sol allemand n'offrira rien d'essentiel dans l'immédiat, car la vaste offensive Meuse-Argonne qu'il est en train de préparer contraindra à elle seule l'ennemi à la défaite et la soumission. Par ailleurs, les deux hommes s'apprécient peu. Lorsqu'il s'est agi de nommer un chef unique à la tête des forces alliées, Clémenceau a imposé le nom de Foch alors que le ministre de la guerre Paul Painlevé soutenait la candidature de Pétain. Après les batailles du Chemin des Dames, où les deux généraux se sont opposés sur la tactique à suivre, Foch a donné pour consigne à son adjoint le général Weygand de surveiller étroitement Pétain pendant six semaines, pour vérifier qu'il se soumettait bien à ses ordres... Néanmoins, considérant que cette percée de Lorraine aura le mérite d'obliger l'ennemi à se dégarnir sur son flanc gauche pour colmater la brèche ainsi causée, le maréchal consent à laisser son subordonné organiser son action – ce qui ne l'empêchera pas d'intervenir à plusieurs reprises pour en modifier l'ordre de marche et la répartition des forces, entraînant un certain nombre de retards. Pétain confie le commandement des opérations à de Castelnau, chef du groupe d'armées de l'est (G.A.E) qui aura sous ses ordres la VIII^{ème} armée de Gérard et la X^{ème} de Mangin, renforcées par des unités portugaises et si possible, des forces du général Pershing, l'ami américain à qui son Président laisse la bride sur le cou, considérant qu'une victoire militaire alliée aura le mérite de renverser le régime impérial.³ Pershing, déjà engagé dans l'offensive Meuse-Argonne, a l'intention de procéder, pour la première fois dans l'histoire des guerres modernes, à une vaste opération aéroportée sur Metz ⁴.

³ Sur la conception et la mise en place de l'offensive de Lorraine : Herlé Vargas (Camille) *L'offensive finale Lorraine 1918*. Site Theatrum Belli, Hénin (Pierre-Yves) *Novembre 1918 : armistice prématuré, offensive annulée, victoire perdue ?* Blog Sam 40. 2021. Pedroncini (Guy) *Pétain, le soldat et la gloire*. Paris Perrin 1989. *Pétain, la victoire perdue, 1919-1940*. Paris, Perrin 1995 *Pétain, général en chef 1917-1918*. Paris P.U.F. Publications de la Sorbonne. 1974 *Trois maréchaux, trois stratégies ?* Guerres mondiales et conflits contemporains, n° 145, 1986, Vergez-Chaignon (Bénédicte) *Pétain*. Paris Perrin 2018. Les armées françaises dans la grande guerre. Paris, Imprimerie nationale, 1923, volume 2 annexe N°750 : « *Plan de l'offensive de Lorraine de novembre 1918.* » Cherfils (général) *La guerre de la délivrance*. Vol III. Paris J.de Gigord 1922. Le Groignec (Jacques Le) *Pétain et de Gaulle*. Paris, Nouvelles Éditions Latines 2009. *Pétain et les Américains*. Paris, Nouvelles Éditions latines, 1995

⁴ Pernot (François) « *Un projet américain d'opération aéroportée en octobre 1918*. In : Revue Historique des Armées, N°212, 1998. Grande Guerre. Année 1918. pp.79-88

Cependant, Ludendorff poursuit sa manœuvre politique. Le 29 septembre lors de la conférence militaire de Spa, en Belgique, en accord avec von Hindenburg, il fait brutalement savoir au Kaiser et à son gouvernement que les empires centraux ont perdu la guerre, plus rien ne pouvant s'opposer à la marche victorieuse des troupes de l'Entente sur l'Allemagne. Stupeur et abattement dans un entourage impérial jusqu'ici soumis à l'intense propagande de l'armée clamant victoire sur victoire, qui remet aussitôt son sort entre les mains des deux prestigieux militaires pour sauver la patrie. Ludendorff propose alors que le gouvernement demande un armistice - non pas à la France, pays "revanchard" ouvertement désireux d'amputer son ennemi ancestral de nombreux territoires, ni au Royaume-Uni, avide de mettre l'économie allemande en coupe réglée, - mais à Woodrow Wilson, le Président des États-Unis en personne. Dans son programme, dit des 14 points, destiné à instaurer un nouvel ordre mondial, Wilson prône une paix sans ni spoliation ni humiliation des vaincus, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la non-discrimination en matière économique et commerciale. Nul doute qu'au nom de ses généreux principes, il accordera à l'Allemagne ce que ses « associés » lui auraient refusé. Certes, il tient au retour de l'Alsace-Lorraine à la France, mais affirme ne pas vouloir s'en prendre à la « grandeur allemande ». Ces généreux principes, le Président américain aura la force de les imposer car ses troupes jouent à présent un rôle déterminant dans la conduite de la guerre et ses crédits financiers ont fait de lui le grand argentier de l'Entente. Mais pour obtenir les faveurs de ce démocrate, encore faut-il que le *Reich* se présente sous l'aspect d'une monarchie parlementaire. Pour y parvenir, Ludendorff obtient de l'empereur la démission du chancelier von Hertling, opposé à toute réforme, qu'il fait remplacer par le grand-duc de Prusse Max von Baden. Cet aristocrate libéral gagné aux idéaux de Wilson entreprend aussitôt une réforme constitutionnelle du *Reich* et constitue avec habileté un cabinet excluant les nationalistes mais réunissant libéraux et centristes catholiques du parti *Zentrum*, auxquels il fait participer, pour la première fois dans l'histoire du pays, le puissant parti social-démocrate S.P.D (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*). Tandis qu'il poursuit sa tâche, il est en butte aux appels pressants de Ludendorff " *Je veux sauver mon armée* » exhorte celui-ci, tandis que von Hindenburg renchérit : *Chaque journée perdue nous coûte des milliers de braves soldats.* »

Le 4 octobre, von Baden tente avec l'aide du secrétaire aux affaires étrangères von Hintze, le pari imaginé par Ludendorff : il rédige une note adressée à la personne-même du Président des États-Unis, le priant de prendre en main le rétablissement de la paix. Sans prendre la peine de consulter ses alliés de l'Entente, qu'il nomme ses « associés » (ce qui est juridiquement exact) Wilson répond directement au gouvernement allemand qu'il exige, en préalable à tout pourparler, une adhésion totale à ses 14 points et l'évacuation immédiate des territoires envahis, ce qui satisfait ses interlocuteurs. Le dialogue est intercepté par les services de renseignements alliés qui le communiquent à leurs gouvernements respectifs, lesquels s'interrogent. Que faire ? Intervenir serait admettre qu'ils espionnent l'ami américain...

Pendant quinze Jours Wilson et von Baden vont s'échanger des notes, au grand dam des "associés" contraints au silence. Mais Wilson devient de plus en plus exigeant. Outre la fin immédiate de la guerre sous-marine et l'évacuation rapide des territoires envahis, le Président américain exige à présent la disparition du « pouvoir arbitraire qui dirige le pays » - autrement dit du Kaiser et de la caste militaire au pouvoir - faute de quoi il exigera une capitulation pure et simple. Face à cette intrusion dans la politique intérieure du vaincu qui outrepassa largement le cadre d'un armistice, Ludendorff convainc le 24 octobre Hindenburg de rédiger un ordre du jour à l'armée proclamant : « *La réponse de Wilson exige la capitulation militaire. Par là même, elle est inacceptable pour nous, soldats. C'est la preuve que la volonté d'anéantissement de nos ennemis, qui a déchainé la guerre en 1914, persiste sans restriction aucune. (...) La réponse de Wilson ne peut donc être, pour nous autres soldats, qu'une invitation à continuer la résistance jusqu'à l'extrême limite de nos forces.* » Il n'est pas impossible que cet ordre du jour martial fasse partie du plan du « génial hasardeur », mais il a poussé la manœuvre trop loin : exaspéré par cet allié aussi imprévisible que dangereux, von Baden obtient de l'empereur la démission du « génial hasardeur », lequel part s'exiler en Suède. Il y rédigea un certain nombre d'ouvrages développant sa théorie de la « guerre totale », également proposée à la même époque par Léon Daudet et ancêtre de ce que nous désignons de nos jours sous le nom de « guerre hybride », ⁵. Poursuivant son dialogue avec le Président américain, von Baden lui affirme que l'Allemagne s'est convertie à la démocratie (ce qui est un peu prématuré...) et qu'il est prêt à signer un armistice. Considérant qu'il a atteint les buts qu'il s'était fixés, Wilson met alors fin à sa chevauchée solitaire et communique à ses « associés » la teneur de ses échanges avec l'Allemagne, assortie de son point de vue personnel qui sonne néanmoins comme une contrainte : ils devront mettre en pratique ses 14 points.

Les représentants de la France, des États-Unis, du Royaume-Uni de l'Italie, de la Grèce et de la Serbie entreprennent alors d'élaborer la convention d'armistice, chacun défendant âprement ses intérêts en vue de la future conférence de la paix. ⁶ Foch, qui soutient les positions très dures de Clémenceau (qui l'a fait maréchal au mois d'août), entend faire de l'offensive de Lorraine un outil dissuasif, un atout que la France

⁵ Daudet (Léon) *La guerre totale*. Paris. Nouvelle librairie Nationale 1918. Réédition : Eyrolles Paris 2016.

⁶ Soutou (H.G) 1918. *La fin de la première guerre mondiale*, Revue historique des armées N°251. Renouvin (P.). *L'armistice de Rethondes* Paris. Gallimard 2006. Becker (JJ) *Le traité de Versailles*. Paris, P.U.F 2019 Greenhals (Elizabeth) *Foch chef de guerre*. Paris Tallandier 2013. Quétel (Claude) *Un armistice de 20 ans ? in La Seconde Guerre mondiale*. Paris Perrin 2018. (JJ) Charpy (Yves) *11 novembre 1918, un armistice prématuré*. Paris, Sutton 2019. Mermeix *Les négociations secrètes et les quatre armistices*. Ollendorf Paris 1919

gardera dans sa manche, prête à l'abattre sur le tapis si l'Allemagne refuse de signer l'armistice. Il en établit la date aux environs du 14 novembre et envoie un télégramme à Pétain : " *Il y a un intérêt évident à commencer l'offensive de Lorraine le plus tôt possible en considérant que l'importance des moyens a moins de valeur que le moment de l'attaque*". Castelnau reçoit en renfort 20 divisions d'infanterie dont 5 américaines, une douzaine de régiment d'artillerie de campagne munis de batteries lourdes et de nombreux chars dont on sait qu'ils impressionnent un ennemi qui en est peu doté. L'armée de Mangin devra mener une action de rupture dans le massif de Château-Salins et marcher sur Saint-Avold puis Sarrebruck, épaulée sur sa droite par l'armée de Gérard et couverte sur son flanc gauche par l'armée américaine. En débouchant sur la Sarre, on contraindra l'ennemi à battre en retraite sur son sol.

Le 4 novembre, les Alliés font parvenir à Wilson les termes de la convention d'armistice qu'ils sont parvenus à élaborer. Les conditions en sont très dures pour le vaincu, qui devra remettre la presque totalité de son armement, livrer sa flotte de guerre, évacuer la rive gauche du Rhin et les territoires envahis (Belgique, France y compris l'Alsace-Lorraine, Luxembourg) et continuera de subir le blocus de la faim malgré quelques livraisons de vivres anglo-saxonnes. L'armée est dissoute, même si quelques unités sont conservées afin de faire face à toute agitation violente. Sur la rive gauche du Rhin, la Rhénanie, le Palatinat et la Sarre ainsi que des têtes de pont à Mayence, Cologne et Coblenz seront occupés pour des périodes variables. De plus, une zone de dix kilomètres de la frontière hollandaise à la frontière suisse sera démilitarisée. Cet armistice est renouvelable chaque mois, ce qui permettra de maintenir la pression sur le vaincu. Le 5 novembre parvient la réponse allemande : c'est une demande officielle d'armistice, émise à Spa par une O.H.L. qui demande la suspension des hostilités et annonce l'envoi de plénipotentiaires. Dès le lendemain, Hindenburg fait parvenir à Foch un télégramme soulignant que ces émissaires seront les représentants du gouvernement « et non de l'armée ». Subtil distinguo qui montre à l'évidence que la manœuvre de Ludendorff est en passe de réussir. Curieusement, ni Foch ni aucun responsable parmi les alliés ne paraît s'étonner de cette étrangeté : l'absence dans la délégation allemande de tout représentant militaire de haut rang.

L'offensive de Lorraine est en pleine préparation, favorisée par le début de retraite des troupes allemandes. Les unités convergent pour se mettre en place, leurs destinations exactes n'étant fournies qu'au dernier moment et leurs liaisons téléphoniques réduites au maximum. On se déplace de nuit, sans lumière, et en fonction des heures de sortie de l'aviation de reconnaissance allemande, tandis que sont répandues de fausses nouvelles sur la marche des troupes. Dans les cantonnements d'étape, on procède à des mesures de camouflage et les tirs de réglage de l'artillerie sont réduits au minimum. Mangin établit son État-major à Tantonville pour diriger l'action

de plus près. Les conditions météorologiques pour la première semaine sont excellentes, ce qui facilitera la progression des blindés et les survols de l'aviation.

Le 8 novembre au matin, les plénipotentiaires allemands sont accueillis dans une clairière de la forêt de Compiègne par le maréchal Foch. Ils discutent pour la forme avec la délégation française dans la voiture-restaurant du généralissime spécialement aménagée en QG qu'il utilise dans ses déplacements. Les vainqueurs sont représentés par Foch et son adjoint Weygand accompagnés de deux amiraux anglais et de secrétaires. Beaucoup plus modestement, la délégation allemande est dirigée par un civil, Matthias Erzberger, ministre sans portefeuille - qui paiera de sa vie sa démarche, assassiné trois ans plus tard par des militants nationalistes. Il est accompagné d'un représentant des affaires étrangères, d'un attaché militaire, d'un représentant de la chancellerie, de deux capitaines et d'un interprète. La délégation accepte toutes les conditions, mêmes les plus dures, mais avant de signer, annonce néanmoins en référer à son gouvernement.

Le lendemain, les choses se précipitent en Allemagne. Depuis un balcon du *Reichstag*, le socialiste Scheidemann proclame la *République allemande* afin de prendre de vitesse son rival, le spartakiste Karl Liebknecht, lequel réplique en annonçant au Palais Royal l'avènement d'une *République socialiste libre*. Le social-démocrate Friedrich Ebert succède à von Baden et constitue un gouvernement provisoire baptisé " Conseil des commissaires du peuple " (*Rat der Volksbeauftragten*) auquel les Spartakistes refusent de participer. Le soir, l'empereur, après avoir tenté de soulever une armée qui se refuse à fomenter un coup d'état, finit par abdiquer pour se réfugier aux Pays-Bas, d'où il proclamera qu'une conspiration juive internationale a causé la défaite et l'humiliation de son empire. C'est dans la souffrance et le chaos que la république dite « de Weimar » entame son existence incertaine.

Dans la nuit du 9 au 10 novembre, les trois bataillons d'infanterie sénégalaise de Mangin prennent position au sud-est de Toul, toujours dans le plus grand secret. Le matin, toutes les forces sont à pied d'œuvre, à l'exception des troupes américaines encore en mouvement pour établir leurs bases en couverture face à Metz. Fantassins, artilleurs, tankistes, cavaliers et aviateurs connaissent parfaitement les forces qu'elles vont affronter : fervent adepte du renseignement, de Castelnau a régulièrement pris connaissance des rapports des stations d'écoute d'Annemasse et de Belfort ainsi que de la « fourniture » produite par les services néerlandais et danois. Le moral des troupes est excellent comme l'attestent les rapports du contrôle postal militaire. Les soldats ont conscience que la patrie est en train de remporter la victoire et beaucoup sont, malgré leur fatigue et leur désir de retour au foyer, convaincus qu'onne saurait s'arrêter en si bon chemin et qu'on va "infliger une bonne correction aux Boches".

Le 11 novembre, à deux heures du matin, se discutent les dernières clauses de la convention d'armistice. Foch lance à la cantonade : « *S'ils ne se décident pas, je lance l'attaque en Lorraine !* » Cette phrase reflète la hâte de Clémenceau de signer vite avant que l'Allemagne ne tombe sous le joug du bolchevisme et que les États-Unis ne continuent d'accroître leur hégémonie. Le Tigre est satisfait : si les anglo-saxons sont parvenus à ce qu'il renonce à certaines de ses exigences, il a obtenu en échange la signature d'un « pacte de confiance » en cas de possible menace allemande – pacte qui ne verra jamais le jour, à la suite de la défaite de Wilson aux élections présidentielles américaines...

Le lendemain de la signature, à l'hôpital militaire de Pasewalk, en Poméranie, un aumônier informe les patients de la signature de l'armistice, de l'abdication de l'empereur et de l'instauration d'un nouveau pouvoir politique à la tête du pays, Le caporal Adolf Hitler, soigné dans le service psychiatrique pour des symptômes hystériques provoqués par le gaz moutarde, court se jeter sur son lit où il éclate en sanglots. Il décrira plus tard cette scène dans *Mein Kampf* : " *Ainsi, tout avait été inutile. Vains, tous les sacrifices et toutes les privations...vaines les heures où, le cœur serré dans une terreur mortelle, nous avons néanmoins fait notre devoir ; vains, nos deux millions de morts...est-ce pour cela qu'ils étaient morts ? Tout cela simplement pour qu'une bande de scélérats puisse mettre la main sur la patrie ?*"⁷

Pour des millions de ses camarades, le retour au pays s'opère par vagues successives. Les parcours des trains évitent les zones en proie aux troubles révolutionnaires, des gendarmes pourchassent les suspects que condamnent sévèrement des conseils de guerre tandis que l'ordre est donné aux autorités civiles et ecclésiastiques d'organiser un chaleureux accueil à ces héros qui ont su préserver le solde la patrie. Bientôt, ce sont des agglomérations pavoisées de fleurs et de drapeaux que traversent les troupes, tandis que des fanfares jouent une musique martiale et que de petits enfants agitent des drapeaux. Auprès de l'opinion allemande, l'annonce de la fin des hostilités ne suscite d'abord qu'une indifférence lasse - on se soucie avant tout de survivre à la faim qui sévit et l'armistice est à peine mentionné dans la presse. Mais face au spectacle de troupes qui reviennent en bon ordre et au pas cadencé, une population soumise depuis le début du conflit à une propagande militaire intense est gagnée par l'impression que la situation sur le front n'était pas si mauvaise et beaucoup s'étonnent que le pays soit déclaré vaincu alors qu'il n'a subi aucune invasion. Déjà, les chefs militaires jouent la partition écrite par Ludendorff. Dès le 11 novembre, le Kronprinz a lancé dans son ordre du jour : « *Le groupe d'armées n'a pas été vaincu par les armes. C'est la faim, c'est la misère amère qui nous ont battus* » Quand il annonce officiellement l'armistice à la nation, Hindenburg le présente d'une façon bien particulière : " *Nous avons tenu l'ennemi éloigné de nos frontières et sauvé la patrie des horreurs et des destructions de la guerre*" Des généraux prennent la plume pour rédiger des articles ou des ouvrages à la gloire d'une armée impériale invaincue,

⁷ Hitler (Adolf) *Mein Kampf*, Berlin, Eher Verlag, 1925. Paris. Nouvelles Editions latines 1934

la presse publie des témoignages de soldats exprimant la conviction qu'ils étaient en capacité de continuer le combat...Apothéose de cette mise en condition des esprits, des divisions de la garde vêtues de neuf et la tête couronnée de fleurs de chêne, symbole de victoire, défilèrent le 10 décembre à Berlin la tête haute, salués à la tribune par le chancelier Ebert d'un vibrant : " *Nul ennemi ne vous a vaincus ! L'unité de l'Allemagne est maintenant entre vos mains*".

Ce mythe de la non-défaite en entraîne un autre : si l'armée allemande n'a pas été vaincue, c'est qu'elle a été trahie. Journalistes, écrivains, et historiens nationalistes vont désormais s'employer à stigmatiser les traîtres qui ont conduit à la défaite : démocrates de gauche et du centre, révolutionnaires, socialistes et marxistes, apatrides de tous poils, « révolutionnaires sans patrie » et « judéo-bolcheviques », autant de créatures maléfiques bientôt désignées sous le terme infamant de « criminels de novembre » (*Kriminelle im November*) Appelé à témoigner devant la commission d'enquête parlementaire sur les responsabilités de la guerre et les causes de la défaite, von Hindenburg enrichit ce mythe d'un élément nouveau : « *Un général britannique me disait avec raison : l'armée allemande a reçu un coup de poignard dans le dos* " ⁸ Ludendorff, bien sûr, fait entendre sa voix dans ce concert et dans son livre *Conduite de la guerre et politique*, paru en France en 1922, il poursuivra la fable : " *Le pouvoir politique représenté par les soi-disant délégués du peuple désarma notre armée que l'ennemi n'avait pu vaincre et livra l'Allemagne à la volonté d'anéantissement de ses ennemis afin d'y pouvoir déclencher librement la révolution. Ce fut là le couronnement de la trahison commise envers le grand quartier général et le peuple allemand par la politique représentée par les délégués du peuple social-démocrates.*"⁹ Ainsi se propage la légende du coup de poignard dans le dos" (*DolchstoBlegende*) ¹⁰ reprise et développée à l'envie dans les années à venir. Dans *Mein Kampf*, Hitler attribuera la défaite de son pays à la révolution judéo-marxiste qui " *déroba la victoire à nos*

⁸ Le service de propagande de l'O.H., qui a rédigé son texte, s'est fondé sur les propos - d'ailleurs démentis par la suite - du général britannique Frederick Barton Maurice parus dans le quotidien suisse alémanique *Neue Zürcher Zeitung* -où il affirmait : « *En ce qui concerne l'armée allemande, pour exprimer un point de vue commun, elle a été poignardée dans le dos par la population civile.* »

⁹ Ludendorff (Erich) *Conduite de la guerre et politique*. Paris, Berger-Levrault 1922

¹⁰ Cf. Jardin (Pierre) *La fin de la guerre en Allemagne*, Revue historique des armées N°25. *Aux racines du mal : 1918, le déni de défaite*. Paris, Tallandier 2005. *La légende du « coup de poignard » dans les manuels scolaires allemands des années 1920*. Vingtième Siècle, Revue d'Histoire. N°41 année 1994 Paris, Tallandier, 2005. Bellot (Marina) *Le « coup de poignard dans le dos » légende nationaliste allemande de l'après- guerre*. Site Retronews. 02/12/2023

drapeaux. " Ce mythe restera gravé dans son esprit tourmenté, au point que le 16 mars 1944, lors d'une réception des membres de la régence bulgare, il affirmera que si une défaite allemande devait un jour se produire, elle n'entraînerait sûrement plus le "*coup de poignard de 1918 porté par les criminels de novembre, révolutionnaires et Juifs*", car il s'emploie à faire disparaître leurs descendants...

Pour ce qui est de la France, qui a payé le plus lourd tribut à la guerre de toutes les nations engagées, avec 1,4 millions de morts militaires, 4,3 millions de blessés militaires et 300 000 morts civils, une économie en berne et des régions dévastées ou en ruines, elle connaît la tristesse du deuil mêlée à la fierté de la victoire. Tandis que fleurissent les monuments aux morts, des populations en liesse défilent sous des arcs de triomphe, célèbrent le sacrifice des "poilus", la gloire de leurs chefs, l'anéantissement de l'ennemi héréditaire et la reprise de l'Alsace-Lorraine. Le 11 novembre est décrété fête nationale, symbole d'une victoire dont on attend des lendemains qui chantent.

Soigneusement classée dans les archives militaires, l'offensive de Lorraine est destinée à disparaître des mémoires dans le silence de la poussière. Mais alors que de nombreux anciens combattants, frappés dans leur être profond par leurs souffrances, s'engagent dans une action pacifiste revivifiée, d'autres s'estiment en droit de demander des comptes à ceux qui les ont commandés durant ce carnage - ce qui se traduit dans la presse par un foisonnement de reportages et de polémiques. On revit d'un œil critique les épisodes successifs de la guerre et bientôt se pose la question de savoir si certaines offensives n'ont pas été stoppées trop tôt, alors qu'elles auraient pu rapporter une victoire totale. On cite celle de Franchet d'Esperey qui, poursuivant sa marche, aurait pu pénétrer en Bavière, mais aussi celle de Lorraine. Le 4 janvier 1919, un grand titre barre la Une du quotidien *l'Excelsior* : *La grande bataille du 12 novembre qui n'a pas été livrée*. Cartes et photographies à l'appui, l'article décrit la situation désespérée de l'armée allemande au moment de l'offensive de Lorraine et l'abandon de celle-ci pour cause d'armistice, décision dont le quotidien loue la sagesse. Tel n'est pas l'avis du correspondant de guerre Raoul Hoff qui, dans *L'Illustration*, prend une position contraire¹¹. S'appuyant sur des documents sans doute fournis par l'État-Major, il décrit avec une rare précision la préparation de l'offensive de Lorraine pour exprimer, en fin d'article, le sentiment de frustration que lui a causé la décision d'annuler cette opération : « *Notre offensive du 14 novembre rendait donc inévitable, à très brève échéance, la capitulation en rase campagne de presque toute l'armée allemande, et tout permet de supposer que cette dernière aurait été acculée avec à cette terrible extrémité vers le 25 novembre au plus tard. Pour échapper à un désastre qu'ils sentaient imminents, et eut été sans précédent dans l'Histoire, nos*

¹¹ Hoff (Raoul) *Un point d'histoire militaire. L'armistice du 11 novembre 1918 et l'opération décisive préparée pour le 14 novembre en Lorraine. L'illustration* 11 novembre 1922

Adversaires n'avaient qu'à accepter les conditions imposées à Rethondes. » (...) A quelques jours seulement du triomphe éclatant que nous étions en droit d'espérer pour nos armes, nous avons consenti à suspendre les hostilités ». Il déplore aussi que l'arrêt de l'offensive de Lorraine ait fortement contribué à faire naître la légende d'une armée allemande invaincue : « Mais l'Allemagne, qui n'avait malheureusement pas connu les humiliations et les ruines causées par l'invasion étrangère, accueillit avec ferveur la légende, habilement répandue, de l'invincibilité de ses armées, et c'est sous des arcs de triomphe que ces dernières traversèrent leurs cités. Ainsi, l'orgueil allemand, que nous espérions avoir abattu le 11 novembre, ne tardait pas, quelques jours plus tard seulement, à relever la tête, nous faisant regretter amèrement notre geste de générosité d'ailleurs incompris. Les lois de la guerre commandaient cependant de poursuivre la lutte jusqu'à l'écrasement de l'ennemi et de ne pas laisser intervenir des questions de sentiment, fussent-elles les plus nobles et les plus humaines, au moment de prendre les décisions suprêmes et irrévocables » Et c'est sur un ton prophétique qu'il conclut :

*« L'avenir, souverain juge, dira si nous n'avons pas commis une faute irréparable en n'appliquant pas rigoureusement et implacablement ces lois ». Son confrère britannique Wickham Steed, qui sera l'un des premiers à alerter l'opinion publique sur la menace nazie, exprime dans son livre *Mes souvenirs* un avis assez semblable : « Nombre de difficultés qui surgirent dans la suite entre les Alliés et l'Allemagne ne se seraient pas produites si le peuple allemand avait vu passer sous ses yeux la preuve vivante de sa défaite, c'est-à-dire si les Alliés eussent été jusqu'à Berlin. »¹²*

Des chefs militaires de haut rang viennent enrichir le débat, le plus influant étant sans doute l'ancien chef de cabinet de Clémenceau, le général Mordacq, auteur en particulier de trois ouvrages consacrés à l'armistice. En 1929, dans le premier, *La vérité sur l'armistice* » il écrit : « Très nombreux encore, sont les gens qui s'étonnent que, le 11 novembre 1918, les Alliés aient conclu un tel accord avec les Allemands, alors que l'Allemagne était en pleine révolution, et surtout, alors que la manœuvre stratégique, montée en Lorraine, sur les lignes de communication des armées allemandes, allait donner, aussi bien au point de vue politique qu'au point de vue stratégique, des résultats incalculables. Il est bien certain que si les Alliés avaient continué la guerre quelques semaines de plus, ils auraient pu obtenir, surtout au point de vue moral, des résultats plus considérables » Sa condamnation est sans appel : « Signer l'armistice de Rethondes le 11 novembre 1918, c'est laisser à ce peuple germanique, qui a toujours vécu de la guerre, l'espérance de se relever et de retrouver, quelque jours, l'occasion de réaliser son *Deutschland über alles*, c'est-à-dire son hégémonie sur l'Europe d'abord, sur le monde ensuite. Voilà ce que les hommes d'État alliés n'ont pas su ou pas voulu envisager, et ce qui permet de les accuser d'avoir eu là, vraiment, la vue un peu courte". Paru l'année suivante, son deuxième ouvrage, *Pouvait-on signer*

¹² Steed (Wickham) *Mes souvenirs*, T.1, 1892-1914, Paris Plon 1926

*l'armistice à Berlin*¹³ évoque la légende du « coup de poignard dans le dos » qui semble donc déjà connue en France : « *Au point de vue moral, la signature de l'armistice à Berlin aurait eu des conséquences considérables pour la paix future. La masse allemande aurait alors compris - ce qu'elle n'a pas encore fait jusqu'ici - que les armées impériales avaient été véritablement vaincues, et toutes les légendes que symbolise maintenant celle du Dolchstoss, du fameux coup de poignard dans le dos, n'auraient pu se créer et se développer* » Des généraux ayant participé à l'offensive de Lorraine prennent également la plume. Dans son livre « *comment finit la guerre* »¹⁴ le général Mangin regrette que l'opération qu'il devait conduire n'ait pas été menée à son terme : « *Calculée pour enfoncer un front solidement défendu, l'attaque des Alliés en Lorraine n'eût rencontré devant elle qu'une faible résistance sur les premières positions et elle eût progressé presque sans pertes. Toute la ligne allemande tombait d'un seul coup, de la Suisse à la Hollande. Entrant dans les Allemagnes les armes à la main, les Alliés y eussent apporter l'ordre et la liberté.* » Il en viendra plus tard à prophétiser : « *Nous n'avons pas occupé l'Allemagne et détruit le militarisme prussien. Il faudra recommencer dans 20 ans.* » A deux ans près, il ne sera pas loin du compte... Les trois principaux protagonistes de l'offensive de Lorraine interviennent également dans le débat. Clémenceau affirme devant la commission des affaires étrangères le 5 février 1919 : « *Au moment de l'armistice nous ne savions pas exactement qu'était l'état des forces allemandes et nous avons accepté l'armistice avec l'idée que le lendemain il pourrait n'être plus possible. Si nous avions été mieux renseignés, nous aurions imposé des conditions beaucoup plus dures.* » La réalité est toute autre. L'armée française était particulièrement bien renseignée sur les mouvements de l'ennemi, comme nous l'avons vu.

Pour sa part, Poincaré, fidèle ennemi intime du Tigre, s'en prend aux deux autres protagonistes dans son ouvrage *Au service de la France- neuf années de souvenirs* : « *Pour moi, la vérité est qu'on eût mieux fait d'achever la défaite de l'Allemagne avant de signer l'armistice. Mais ni Clémenceau ni Foch n'ont été de mon opinion, le premier parce qu'il avait hâte de procéder aux élections, le second parce qu'il voulait, dans un sentiment d'ailleurs très noble, mettre fin à toutes les batailles meurtrières* »¹⁵

Foch, « droit dans ses bottes », se refuse officiellement à toute remise en question. Le général Mordacq rapporte dans l'un de ses ouvrages qu'il l'avait toujours trouvé très fermé dès lors que les deux hommes évoquaient cette offensive et qu'il n'avait consenti qu'à ce commentaire :¹⁶ « *Évidemment cette opération était des plus*

¹³ Ouv.cité p. (7) Mordacq(général) *La vérité sur l'armistice*, Paris, Tallandier 1929, *Pouvait-on signer l'armistice à Berlin*, Paris, Grasset 1930, *Les leçons de 1914 et la prochaine guerre*, Paris, Flammarion 1930. Engagé dans la lutte antinazie, sa mort en 1943 dans des conditions inexplicables sera dénoncée par la Résistance comme l'œuvre des occupants.

¹⁴ Mangin Charles) *Comment finit la guerre*. Paris, Plon 1920

¹⁵ Poincaré (Raymond) *Au service de la France, neuf années de souvenirs*. Paris, Plon 1930.

¹⁶ Mordacq (Général) *Pouvait-on signer l'armistice à Berlin ?* Paris, Grasset 1930. Ouv. Cité p.

intéressantes, mais je trouve qu'on en a beaucoup exagéré les résultats que l'on pouvait en attendre. Certains ne vont-ils pas jusqu'à prétendre qu'elle aurait conduit fatalement à l'encerclement total des armées allemandes sur la rive gauche du Rhin et par conséquent à leur capitulation en rase campagne ? Ce n'est pas mon avis. » Le journaliste Edmond Recouly, dans son livre *Le Mémorial de Foch*, rapporte cet autre propos du maréchal : ¹⁷ *On parle toujours de l'offensive que je préparais en Lorraine, qui devait être déclenchée quelques jours après la signature de l'armistice. On en exagère volontiers la portée. On la considère comme le coup de massue irrésistible qui devait jeter par terre, faire knocked-out le Boche. C'est de la légende. »* Pourtant, dans ses lettres à sa famille, son frère ecclésiastique en particulier, il fera part de son regret que cette offensive n'ait pas été menée à son terme.

Philippe Pétain, quant à lui, va poursuivre au fil des ans un règlement de comptes port-mortem avec son supérieur. Dans son discours de réception à l'Académie française, où il lui succède au même siège, il exprime ses regrets : *« Cependant, l'admirable manœuvre ne s'accomplit pas. Le grand soldat, qui avait fait de l'attaque décisive l'aboutissement de sa doctrine et la clef de voute de son enseignement, devra reposer son épée, c'est l'humanité qui le fit consentir avant d'avoir détruit son adversaire. L'armistice qu'il signe le 11 novembre, en territoire français, épargne à l'orgueilleuse armée allemande un humiliant désastre et lui permet de passer le Rhin sans être inquiétée. »* Il récidivera en 1938, dans son discours devant l'Académie des sciences morales : *" Deux fautes initiales ont pesé lourdement sur l'avenir. En novembre 1918, l'armistice a été signé en territoire français, alors qu'il aurait fallu, avant toute signature, occuper une partie du territoire ennemi. En outre, il fut permis à l'armée allemande battue de rentrer en Allemagne sans capituler et sans abandonner ses armes".* En mai 1938, après l'anschluss, dans sa préface au livre d'André Fribourg *La victoire des vaincus*,¹⁸ il écrira : *« Deux fautes initiales ont pesé lourdement sur l'avenir. En novembre 1918, L'armistice a été signé en territoire français, alors qu'il aurait fallu, avant toute signature, occuper une partie du territoire ennemi. En outre, il fut permis à l'armée allemande battue de rentrer en Allemagne sans capituler et sans abandonner ses armes. »* En juin 1939, le journaliste du *Matin* Jules Sauerwein obtient en Espagne franquiste une entrevue avec Pétain, alors ambassadeur de France auprès du *Caudillo*. Au cours cet entretien, qu'il relatera dans son livre *Trente ans à la une*¹⁹, le maréchal lui décrit une scène encore inconnue du public : *" Le 9 novembre au matin, j'ai appris que Foch et Weygand étaient en train de mettre sur pied le texte de l'armistice. J'ai couru au quartier général. Foch a reconnu, en effet, que selon toute vraisemblance le combat devait cesser le surlendemain 11 novembre. Alors j'ai parlé au moins une demi-heure. Je lui ai expliqué l'immense différence qu'il y aurait entre*

¹⁷ Recouly (Edmond) *Le mémorial de Foch*, Paris, Les Éditions de France 1932

¹⁸ Fribourg (André) *La victoire des vaincus*, Paris, Denoël 1938. Interdit à la vente pendant l'occupation.

¹⁹ Sauerwein (Jules) *Trente ans à la une*. Préface de Pierre Lazareff. Plon 1962

*une guerre terminée d'un commun accord sur nos positions et une victoire éclatante, nettement française, remportée en Allemagne. Il avait l'air troublé. Je le vois encore, rallumant sa pipe qui s'éteignait sans cesse et marmottant entre ses dents : " Je ne puis pourtant continuer à laisser tuer des soldats français si l'armistice me donne tout ce que je pouvais espérer de la victoire. (...) Je crois accomplir mon devoir d'homme et de chef en signant l'armistice. Je regrette pour vous, mais il faut faire votre deuil de votre offensive. » Le récit devient alors poignant : « Alors je fus si désespéré qu'il m'est arrivé une chose unique dans ma vie de soldat. J'ai pleuré devant mon chef. Il était lui-même ému et me répéta plusieurs fois : " Vous ne me direz pas que je ne suis pas un homme d'attaque et que je préfère les solutions faciles, mais cette fois-ci, j'ai donné ma parole. Je ne puis revenir là-dessus." C'est beau comme l'antique, mais historiquement difficile à établir. Comme c'est Pétain qui a rapporté ce dialogue au journaliste, on peut imaginer qu'il s'est donné le beau rôle de Cassandre, d'autant que l'article paraît à une époque où l'on connaît la menace du nazisme en Allemagne. Tout ce que l'on sait c'est que cette entrevue s'est déroulée non pas le 9 mais le 10 novembre 1918 et qu'alors que Pétain affirme s'être précipité pour parler à son chef, c'est au contraire Foch qui l'a fait venir pour régler les modalités de la démobilisation. Les deux hommes en ont discuté puis se sont séparés. Pour le reste, on en est réduit à ce seul témoignage. Cette image d'un Pétain en pleurs, on la retrouvera dans l'ouvrage de sa vieille amie Marie-Antoinette Pardee paru en 1952 sous le titre : *Le Maréchal que j'ai connu*. L'ancien chef d'État de Vichy s'y livre à des confidences fortement teintées d'anglophobie : "Ni Pershing ni moi ne voulions l'armistice ; toute l'aile gauche de l'armée allemande était en déroute et nous pouvions aller à Berlin. Mais les Anglais nous trahissaient depuis août 1918 pour que nous n'eussions pas la rive gauche du Rhin. Il est aisé de prouver au peuple allemand qu'il n'a pas été battu. Pourvu que cela ne nous amène pas une Seconde Guerre mondiale qui serait encore plus terrible que la première ! Le soir de l'armistice, j'ai pleuré ! "*

Menée à son terme, l'offensive de Lorraine aurait-elle modifié le cours des événements ? On peut tenter de répondre à cette question en faisant appel à l'Histoire dite « contrefactuelle » ou uchronie, discipline chère à nos homologues britanniques.

Il est d'abord acquis, à la lecture des notes et ordres de marche successifs émanant de Foch, que cette opération aurait parfaitement pu être menée avec succès bien avant la date de l'armistice. L'entrée de troupes françaises en Allemagne au son des tambours aurait-elle fait prendre au pouvoir impérial conscience de la réalité de sa défaite ? On peut être enclin à le penser : la caste militaire et politique impériale allemande était à cette époque fortement influencée par la doctrine de Clausewitz dite de la « guerre absolue » (*absoluter Krieg*) selon laquelle un pays n'est vraiment vaincu que quand l'ennemi envahit son sol (*Vaterland*) pour le soumettre à son joug. Si un armistice signé en France ne pouvait en aucun cas constituer aux yeux de cette caste dirigeante le signe

d'une réelle défaite, l'intrusion sur le sol de la patrie aurait en revanche été vécu comme telle. Outre le choc causé par le spectacle inédit pour l'époque d'une douzaine de milliers de parachutistes descendant du ciel près de Metz, on peut facilement imaginer l'effet produit par la présence des troupes coloniales de Mangin, qui lors de l'occupation de la Rhénanie qui suivra, impressionneront les populations au point de déclencher, hélas, la campagne raciste de la « honte noire »²⁰.

On peut dès lors envisager que cette prise de conscience aurait empêché que naisse et se développe si rapidement et avec une telle intensité la légende du « coup de poignard dans le dos » (*DotchstoBlegende*) Autre conséquence : le peuple allemand n'aurait sans doute pas ressenti, comme il l'a fait, dans les mois qui ont suivi l'armistice, le traité de Versailles comme un intolérable *diktat*, avec toutes les conséquences politiques que cette réaction violente a entraînées, en particulier une soif de revanche (*Rachsucht*) dont s'est nourri le mouvement nazi.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, lors de la conférence de Casablanca de janvier 1943, les Alliés prendront d'un commun accord la décision d'exiger une reddition de l'ennemi nazi sur le sol allemand, certes pour rassurer Staline sur leurs intentions de poursuivre la guerre, mais sans doute aussi parce que certains auront gardé en mémoire l'issue du conflit précédent - Roosevelt en particulier, qui confiera à son conseiller Harry Hopkins qu'il conservait de "*sinistres souvenirs*" des conséquences de l'armistice de 1918.

²⁰ cf. Le Naour (Jean-Yves) *La honte noire*, Paris Hachette, 2004.